

FÉDÉRATION DE LA MÉTALLURGIE

COMPTE RENDU DES TRAVAUX
7 DECEMBRE 2016

USINE DU FUTUR

QUEL FUTUR

POUR NOS

INDUSTRIES ? (2)



I N T R O D U C T I O N



Stéphane FLEGEAU

Membre du Bureau
Fédéral

Bonjour à toutes et tous,
Je me présente,
Stéphane

FLEGEAU, membre du bureau fédéral, en charge avec Philippe VERBEKE de l'industrie.

Après notre première journée d'étude qui s'est tenue le 7 septembre dernier, à laquelle Bernard STIEGLER et Jean LOJKINE ont participé et nous ont fait partager leur point de vue sur les nouvelles technologies et l'usine du futur, un premier document a été réalisé par la Fédération qui retrace l'intégralité des débats. Nous avons pu voir l'apport amené par des intervenants extérieurs qui nous ont exposé leurs analyses, leurs visions pour la confronter à des

Camarades qui la vivent concrètement dans les entreprises.

La nouvelle automatisation amenée par Bernard Stiegler, la révolution informelle amenée par Jean Lojkine sont des réflexions qui nous apportent des éléments pour notre analyse et nos pistes de travail collectives. Nous voyons bien que la question centrale qui reste, est, est-ce que l'Homme reste au centre ou se fait expulser par les machines ? La demi-journée d'étude d'aujourd'hui s'inscrit dans une feuille de route qui va nous amener jusqu'au 41ème Congrès de la Fédération qui se tiendra du 20 Novembre au 24 Novembre 2017 à Dijon où un des thèmes sera, quel futur pour nos industries ? C'est pour cela que d'autres journées d'étude seront organisées d'ici le mois de Novembre 2017, avec le projet de la construction d'un colloque en Septembre ou Octobre 2017 sur ce sujet, autour d'ateliers réunissant, chercheurs et Camarades de la CGT.

L'idée est toujours la même, travailler et réfléchir collectivement avec l'apport de personnes extérieur à l'organisation, avec les autres fédérations, ainsi que la Confédération pour définir ensemble toutes les orientations au niveau national mais aussi au niveau des syndicats. Nous devons lier le particulier au

général afin d'amener une dynamique qui permette la construction d'un rapport de forces autour de la question, quel futur pour nos industries ?

Face à nous, nous avons un patronat toujours plus à l'offensif sur cette question. Nous entendons les mêmes affirmations que ce soit au niveau patronal, gouvernemental ou politique.

- La désindustrialisation de la France est inéluctable.
- C'est la fin de l'industrie.
- La numérisation va massivement détruire de l'emploi.
- Nous entrons dans une industrie de services.
- Le matraquage médiatique et politique, nous amène des affirmations à longueur de journée.

A la Fédération, nous pensons que nous avons besoin de droits et d'une industrie de haut niveau. Ces journées d'étude sont à mettre en lien avec la campagne que nous menons pour une Convention Collective Nationale pour tous les métallos, de l'ouvrier au cadre.

Regardons l'actualité dans les entreprises de la Métallurgie :

- Chez Airbus, l'annonce de 1 164 suppressions d'emplois, alors que le plan de charge est de 15 ans, le résultat net 2015 est de 2,7 M€ et que la trésorerie

est de M€. Quelle stratégie industrielle ? Aucun projet de nouvel avion. Par contre une communication est permanente sur l'usine du futur, la digitalisation.

- Chez Safran Hélicoptère Engines à Bordes, le grand show pour la première ligne de production automatisée sur le site de Bordes.
- Chez Alstom après le grand bal médiatique autour de la fermeture annoncée de Belfort, site historique du ferroviaire en France.

Il existe une multitude d'exemples où la stratégie financière met en péril nos industries, nos emplois, souvent en s'appuyant sur la numérisation et ou « l'industrie du futur ». Maintenant dans les grandes entreprises, il y a toujours un Mr digitalisation ou numérisation. Aujourd'hui, nous accueillons deux nouveaux chercheurs pour continuer nos travaux. Raphaël Favier, ancien directeur du centre de recherche et d'école d'ingénieurs, ancien expert en innovation. Ainsi que Jean-Pierre Escaffre, chercheur universitaire. Ils vont intervenir notamment sur l'historique de la stratégie industrielle sur la bataille idéologique en lien avec le coût du capital.

Ils vont nous apporter, leurs réflexions, leurs pistes de travail et leur analyse pour avoir ensuite un débat avec la salle. Je vous précise

qu'ils ont écrit un livre qui va sortir cette semaine ou la semaine prochaine qui s'intitule « La France se délite soulevons nous. Propositions immédiates économiques et politiques ». Juste quelques questions pratiques après mon intervention. Je vais passer la parole aux intervenants qui interviendront pendant 30 minutes chacun, puis nous aurons un débat interactif.

Ensuite nous ferons une pause. Les intervenants reprendront, puis nous continuerons les débats toujours de manière interactive et nous terminerons les travaux ensemble vers 18 heures.

Merci de votre attention.



T A B L E R O N D E

Participaient à la table ronde :

Raphaël FAVIER, ancien directeur du centre de recherche et d'école d'ingénieurs, ancien expert en innovation

Jean-Pierre ESCAFFRE, chercheur universitaire.

David MEYER, conseiller économique à la FTM

La table ronde a été animée par **Stéphane FLEGEAU**,

Raphaël FAVIER

La notion de numérique n'est pas clairement définie et ce n'est pas un hasard. Quand on dit « numérique », tout le monde pense aux robots et à l'automatisation, mais on pourrait aussi parler des capteurs, de l'industrie du logiciel, de la recherche mathématique fondamentale, de la mécanique, etc. La première question à régler est donc de savoir de quoi on parle en utilisant le terme « numérique ». On dit que le numérique va créer du chômage. Pourtant, la productivité horaire du travail est en baisse. La robotisation de l'industrie n'a donc pas amélioré la productivité :

elle l'a au contraire fait baisser depuis 1960. Que signifie alors tout cela ? Le numérique pur, ce sont des robots, des capteurs, des logiciels, etc., mais il faut situer tout cela autrement. Le capitalisme se caractérise par le fait que les possesseurs de capitaux ne sont pas ceux qui le font fructifier. Les uns constituent les salariés, les autres (93% de la population) une toute petite minorité. Dans ce système, la partie majoritaire est soumise à la partie minoritaire par un contrat de travail. Ce système cherche la productivité maximale et sa base fondamentale de fonctionnement est

la libre concurrence, qui aboutit à des monopoles. Or ces monopoles, créés à l'époque coloniale, ont abouti à une concentration énorme du capital financier et industriel, à coup de fusions-acquisitions démesurées. Ce système va aboutir à faire de l'Europe, l'Union européenne une colonie des Etats-Unis d'Amérique. En conséquence, ce système aboutit à une surproduction financière et de biens matériels qui, tout au long du XXème siècle, a conduit à deux guerres mondiales et à des destructions. Cette idée de destruction est encore à l'ordre du jour aujourd'hui pour le capital



financier et le capital industriel. Elle prend des proportions qui dépassent les Etats. On aboutit ainsi à un capitalisme rentier qui ne fait plus son travail sur le plan de l'investissement industriel et de la créativité. On peut donc se demander à quoi il sert aujourd'hui. A titre d'exemple, 1 500 000 milliards de dollars circulent dans le Monde, 52 milliards se trouvent dans des paradis fiscaux et le PIB mondial est de 75 000 milliards de dollars, soit un rapport de 1 à 20 entre l'argent circulant et l'argent produit par le travail humain.

Cette concentration, les chercheurs de la fin du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècle l'ont appelée « impérialisme ». Celui-ci comporte deux phases : la mainmise du système financier sur l'économie mondiale et la soumission des moyens capitalistes à la nation la plus puissante aujourd'hui : les Etats-Unis d'Amérique. Le capitalisme français s'est créé en 1789, avec la Banque de France et l'Ecole polytechnique,

puis l'Ecole des Mines et l'école Centrale, avec l'idée que ces hauts ingénieurs géraient l'industrie française. Deux-cents ans plus tard, ils sont toujours là, dans le privé comme dans le public. Ils contrôlent l'industrie, la recherche fondamentale et la recherche industrielle. Nous avons là une oligarchie qui se passe le pouvoir mutuellement et qui n'a aucun compte à rendre. Cette bourgeoisie est entrée dans sa phase de destruction et le numérique fait partie de l'idéologie qu'elle est en train de véhiculer. Le numérique en tant que tel les intéresse peu. Ce qui l'intéresse, c'est le chantage au chômage perpétuel, c'est-à-dire à la destruction de la valeur travail. C'est donc une question idéologique du plus haut niveau. L'Homme tient avec la nature un discours perpétuel que l'on appelle « science », à travers des moyens que l'on appelle « technologies ». Il y a sept millions de chercheurs fondamentaux dans le Monde, soit un pour 1 000

habitants. La recherche fondamentale se veut libre et, dans tous les pays, publique. Selon un indicateur international 1 % du PIB doit aller à la recherche mondiale mais ce chiffre est totalement empirique. Cette recherche fondamentale va donner lieu à des innovations, à des produits puis, dans les pays industrialisés, à la création de systèmes d'innovation, qui sont des organisations très structurées et pour lesquels chaque pays a sa propre touche d'originalité. Concernant la recherche industrielle (ou recherche-développement), il convient de distinguer la DIRDA (dépense intérieure de recherche-développement des administrations) de la DIRDE (dépense intérieure de recherche-développement des entreprises). L'indicateur international est de 2 % du PIB. Au total, cela fait donc 3 %.

Le but de la recherche industrielle est de réaliser les prototypes issus des systèmes d'innovation, d'en faire le design afin qu'ils soient produits et vendus à

des millions d'exemplaires. Ensuite suivent les services qui sont au bout de la chaîne de création de valeur. Or chaque pays traite cette chaîne à sa façon. C'est là qu'intervient l'aspect culturel. C'est un point clé pour comprendre l'évolution numérique en cours.

En France, le poids de l'industrie dans la recherche n'est pas aussi fort qu'on le croit, alors que la proportion de chercheurs travaillant dans le secteur industriel est de 60 % contre 40 % pour les chercheurs travaillant dans le secteur public. Aujourd'hui, 0,64 % du PIB va à la recherche académique. Pour arriver à 1 %, on y a inclus les crédits impôt recherche. Au total, cela représente 2,24 % du PIB contre 3 % pour l'Allemagne et les Etats-Unis ou 4 % pour la Suède et Israël. Malgré une aide massive à la recherche industrielle française depuis plus de quinze ans, celle-ci ne décolle pas. La question est donc de savoir où passe l'argent. Il y a là un gros problème de détournement de fonds publics. Il y a même des transferts d'argent entre le CIR et le CICE que des sociétés étrangères captent et envoient aux Etats-Unis d'Amérique. Concernant les start-ups, la majorité d'entre elles sont nées aux Etats-Unis. Lors du salon de Las Vegas, la deuxième délégation était composée de 175 start-ups françaises, et le président de la République a lui-même organisé des réunions à l'Elysée entre

des fonds américains et des créateurs d'entreprises. De la même façon, la pénétration de Cisco en France a été décidée par Manuel Valls alors que nous avons en France une école de logiciels assez remarquable. Ainsi, les Américains vont former 200 000 enseignants français à l'utilisation des logiciels Cisco. Il y a donc une soumission, un abandon de l'industrie par la bourgeoisie française. Elle a toujours eu cette réputation mais a été créatrice jusque vers 1920. Elle a créé la filière sidérurgique, l'industrie de la bauxite, des entreprises comme Renault, Peugeot, Michelin, Dassault mais depuis les années 20, elle vend tout pour devenir rentière, d'où le discours de certains selon lequel nous n'aurions plus besoin d'industrie mais de services. Or c'est l'industrie qui crée les services, et non l'inverse. L'industrie va jusqu'à consommer 80 %

de la masse salariale créée dans les services. Nous vivons de biens matériels. Le commerce mondial concerne à 82 % des biens matériels. Nous travaillons la matière et c'est en le faisant que nous apprenons des choses. Ceux qui disent qu'il ne faut pas toucher à la matière font donc fausse route. Ainsi, le numérique est basé sur des logiciels ; or qu'est-ce qu'un logiciel sinon la traduction de la pratique humaine ? Dans l'histoire des civilisations, les hommes ont toujours eu besoin de l'industrie et celle-ci a une répercussion sur la recherche fondamentale. Aucun pays au monde ne peut se priver de son industrie et avoir une grande recherche fondamentale. La liaison entre les deux est organique car comment savoir autrement si ce que l'on est en train de penser à un sens ? De plus, les problèmes posés dans la pratique industrielle

sont tels que la recherche fondamentale n'a toujours pas répondu à leur immensité. Je vous mets également en garde contre le mythe de la société sans homme qui travaillerait. En effet, une usine totalement automatisée ne marcherait pas. Quelles solutions ? Qu'est-ce qui a vraiment marché en France ? Quelle est la spécificité des Français ? Ce qui caractérise les Français, c'est qu'ils sont très forts en recherche fondamentale et que pour industrialiser la France, ils ont créé des centres et des instituts, comme le CNET (centre national d'étude des télécommunications) ou le CCETT (centre commun d'études de télévision et de télécommunications), qui ont sous-traité à des PME/PMI la réalisation des prototypes, système qui a donné naissance à France Télécom, à la Sagem, etc. Puis tout cela a été privatisé et en trois ans, Michel Bon a

plombé France Télécom de 70 milliards d'euros de dettes, conduisant à la fermeture du CNET et du CCETD. C'est à partir de là que la filière française du téléphone a plongé. Mais nous sommes tout de même un peuple créateur. La France a, par exemple, créé le Cnes, même si on est en train de le tuer aujourd'hui. Ce système fondé sur des instituts publics d'où sortent des grandes sociétés marche donc. Nous n'avons jamais eu de vrai capitalisme en France. C'était un capitalisme d'Etat, avec ses commis qui se permettaient ce qu'ils voulaient, comme Raymond Poincaré qui a été président de la République après avoir été PDG de la Compagnie générale d'électricité, ou le sénateur de Wendel qui tenait à la fois les forges et la Banque de France. Grâce à ces centres, pendant les dix ans de la présidence de



Gaulle, la France a sorti cinquante-deux centrales nucléaires, un réseau de télécommunications, Ariane, le Concorde, Airbus, etc. Créer des grands centres et en faire sortir des sociétés fait partie de notre culture et fonctionne. Mais si on confie ces centres aux X-Mines, nous serons fichus.

Pour information, et en guise de conclusion, sachez que selon un rapport commandé voici quelques années par Barack Obama sur la réindustrialisation des Etats-Unis, un emploi dans les hautes technologies crée seize emplois directs et indirects.

Jean-Pierre ESCAFFRE

La destruction de l'industrie française s'est faite en internationalisant les grandes entreprises après les avoir privatisées, puis en allant acheter des entreprises à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis. Aussitôt, les Américains mettent les filiales achetées en déficit et les entreprises sont obligées d'emprunter sur les « marchés financiers », c'est-à-dire en fait à Wall Street. Une fois l'endettement impossible à rembourser, des fonds divers viennent les racheter, presque tous directement ou indirectement liés à Wall Street. La mainmise américaine ne porte d'ailleurs pas seulement sur l'industrie française mais également sur la culture (films, chansons, jusqu'aux programmes d'histoire dans l'enseignement secondaire). C'est une



stratégie globale qui a permis l'endormissement des populations vis-à-vis de cette colonisation, et ce phénomène s'est accéléré après la chute de l'Union soviétique.

En Europe, l'introduction de l'euro a modifié le rapport de force entre la France et l'Allemagne. Avant l'euro, le taux de croissance industrielle de la France était de 6 % et celui de l'Allemagne de 6,3 %. Après le passage à l'euro, il est passé respectivement à - 11 % et + 32 % et ce phénomène a touché pratiquement tous les secteurs. Cette mécanique joue aussi pour les PME. Elles connaissent une restriction de leur marché, une pression sur les prix, puis l'Etat les aide à se regrouper, pour enfin être introduites en Bourse. Pourquoi ? Pour être gobés par des fonds américains pour la plupart. L'exemple typique est celui des cliniques privées. On a restreint l'activité des hôpitaux publics en France,

ce qui a ouvert un marché en faveur des cliniques privées. Puis l'Etat a financé les regroupements. Elles ont ensuite été introduites en bourse et rachetées par des fonds américains. Ainsi, en France, presque tous les hôpitaux privés à but lucratif sont américains. On peut en dire de même des terres libérées par l'activité agricole, qui sont rachetées par les Chinois, ou par des Américains pour ce qui est des vignobles les plus prestigieux.

Il faut bien avoir conscience que tout cela était déjà annoncé dans les années 50 dans divers rapports officiels aux Etats-Unis : comment attaquer l'Europe continentale ? Outre la main mise sur les industries clés technologiques (dont celles liées au matériel militaire), leur objectif fut triple :

- pomper l'argent de la protection sociale en Europe, particulièrement développée pour faire pièce au « bloc » de l'est ;
- marchandiser la formation supérieure particulièrement les formations en management et celles en informatique);
- pomper les budgets de l'Etat.

D'où le contrôle de l'agro-alimentaire, de la haute technologie et la spécialisation militaire dans tous les pays de l'UE. Quelles sont les raisons de cette destruction industrielle ? Nous en avons trouvé trois essentiels. La première était une volonté de casser « l'esprit » classe ouvrière après mai-68. La deuxième fut la chute de l'Union

soviétique (il n'était plus utile de soutenir les classes moyennes en Europe de l'Ouest, afin de récupérer des masses de valeurs ajoutées). La troisième est le french bashing qui a suivi la décision de Jacques Chirac de ne pas suivre les Etats-Unis dans leur guerre en Irak. C'est la raison pour laquelle Washington a tout fait pour mettre la main sur les institutions politiques françaises en plaçant leurs hommes à leur tête.

La conséquence inéluctable est une concentration énorme des richesses. En France, les entreprises non financières payent environ 90 milliards d'euros de taxes et d'impôts par an (pour près de 200 milliards d'euros de subventions diverses), ce qui ne les empêche pas de distribuer à leurs actionnaires presque 300 milliards d'euros. Quant aux investissements matériels (près de 200 milliards d'euros), ils ont pour la première fois, en 2012, été inférieurs aux bénéfices distribués.

Tout cela est passé comme une lettre à la Poste. Comment se fait-il que des dirigeants élus au suffrage universel aient accepté une telle soumission à des forces étrangères ? Il y a plusieurs réponses à cela. D'abord, le patronat français a certainement bien lu la Charte d'Amiens, publiée par la CGT après son congrès de 1906, qui disait qu'il faut certes se battre tous les jours pour les revendications des travailleurs, mais qu'il fallait aussi penser à un changement radical de la société. C'est donc



aux partis politiques de porter ces revendications pour mettre en place un nouveau régime. Le patronat a fait la même chose. Ainsi, au sein du Conseil d'administration d'Axa, on compte cinq membres du Parti socialiste, quatre centristes et cinq membres de l'UMP. Il en va de même dans tous les Conseils d'Administration des institutions financières qui pilotent de fait le pays. Autre élément de réponse : les firmes américaines emploient 800 000 emplois directs en France et deux millions d'emplois indirects. Si ces firmes quittaient la France, ce serait autant d'emplois en moins. C'est une nécessité pour elles de soumettre politiquement la population afin de prendre la main sur nos industries et nos services. Leurs méthodes de propagande sont connues. Elles s'imposent plus aisément parmi les gens qui n'ont pas de doctrine. C'est la raison pour laquelle il y a eu telle une propagande contre la théorie marxiste, avec un certain succès y compris dans les organisations syndicales et politique de classe, l'objectif étant de transformer des impressions diffuses en opinion. On sait que si une communauté est culturellement bien formée, la propagande externe ne fonctionne pas, comme le montre l'exemple de Cuba. C'est ce qu'il fallait détruire. Technique de propagande : on soulève un problème réel (la numérisation par exemple), on l'envenime à l'excès, puis on fait miroiter

une espérance unique censée aller dans le sens de l'Histoire. Le fin du fin est de rendre l'individu autogestionnaire de sa propre servitude. Tout cela s'accompagne d'une propagande permanente, une guerre idéologique, dont l'un des éléments importants le plus connu est « la nouvelle gouvernance ». Son objectif était de renverser la hiérarchie de nos valeurs culturelles, en particulier de faire disparaître l'esprit d'égalité au profit de l'esprit d'équité, celui-ci étant la justification de l'assistantat religieux. Le principe républicain d'égalité (à l'école, à l'hôpital, aux services publics en général) oblige les gouvernements, grâce à l'Etat, à réunir tous les moyens nécessaires permettant cette égalité d'accès.

Le passage à la « nouvelle gouvernance » supposée moderne fut la justification des techniques des « managements de transition ». Ceux-ci consistent à mettre en place des procédures, des normes, des « bonnes pratiques », élaborées par des experts pour faire passer des idées : management audacieux et novateur, métamorphose du travail en une activité où chacun trouvera les moyens d'exprimer sa personnalité et de prouver ses qualités, appel à plus d'autonomie, sens des responsabilités, esprit d'initiative, désir de reconnaissance, besoin de se mettre en compétition, tout cela pour accélérer la temporalité, nous mettre

en concurrence, nous transformer en bureau des temps et des méthodes, enfin nous administrer à nous-mêmes la logique taylorienne, avec de nouveaux critères de gestion polarisés sur des indicateurs essentiellement quantitatifs réducteurs et arbitraires. Autrement dit, le système taylorien est toujours présent ; il a simplement été rebaptisé « lean management » ces derniers temps comme le summum de la modernité. Comment faire pour que les salariés acceptent de se manager eux-mêmes selon les seules prescriptions émanant de la direction ? Comment arracher leur adhésion ? Il ne faut surtout pas de changement soudain mais des successions rapides de petites injonctions inscrites dans des dispositifs du fonctionnement ordinaire, chacun devant chercher à s'adapter à la situation sous peine de ringardise, ce qui correspond tout simplement à l'application de la théorie darwinienne. La première phase de cette évolution, dénommée « la participation », a eu lieu dans les années 80, sous la forme de « cercles de qualité », de « groupes d'échange et de progrès », etc. La deuxième phase mis l'accent sur l'éthique. La troisième phase insista sur l'individualisation, les enjeux compétitifs, les défis à relever, l'honneur de se surpasser, atteindre son propre idéal. L'objectif de ces phases est la métamorphose identitaire des salariés, leur individualisation et leur personnalisation pour les

acculer moralement, les dissuader d'imposer leurs règles, leurs méthodes et leurs valeurs, autrement dit de les précariser subrepticement. D'où l'intensification du travail, des objectifs impossibles à atteindre, des changements permanents qui brouillent les repères, le flou maintenu sur les frontières professionnelles, l'incertitude entretenue sur les missions, la restructuration incessante des départements et des services, la recomposition en rafale des métiers, le renouvellement incessant des logiciels, et la mobilité systématique imposée. Dès lors, les salariés ne peuvent plus se prévaloir de quoi que ce soit et n'ont plus qu'à se raccrocher aux normes prescrites. On voit même des collègues très sincères être promus et se métamorphoser en managers égocentres, sans états d'âme. Les tristes personnages qui pilotent tout cela ne veulent pas voir la souffrance vécue par les travailleurs, et n'ont comme préconisation la multiplication des formations sur « l'accompagnement au changement ». Dans ce contexte, les CHSCT deviennent stratégiques car ce sont de lieux de résistance. C'est la raison pour laquelle il faut à tout prix garder la main sur nos métiers et défendre l'autonomie dans le travail collectif. Une chose me paraît importante. Même si le temps de travail passe de 35 à 32 heures par semaine comme le préconise la



CGT, il conviendrait selon nous d'être présent 35 heures dans l'entreprise : l'objectif est de consacrer trois heures au travail collectif hebdomadaire afin d'améliorer l'organisation du travail, de réfléchir et proposer des stratégies de développement, de s'instruire à la géostratégie et de suivre les missions de l'Organisation Productive. Cela est absolument fondamental. Je suis en effet effaré de la faiblesse des connaissances géopolitiques, en particulier des cadres. Se battre sur ce terrain est indispensable. Les meilleurs spécialistes du travail sont les travailleurs eux-mêmes. Il faut donc revendiquer le pouvoir dans les organisations collectives et en revenir à la Charte d'Amiens qui nous rappelle que tout parti ne proposant pas la prise de pouvoir des travailleurs dans les organisations collectives ne peut pas prétendre représenter le monde du travail.

Raphaël FAVIER

Il y a même une position fasciste, voire raciste vis-à-vis des travailleurs. Quand on écoute les membres de la haute bourgeoisie parler, ils pensent que physiologiquement, les travailleurs ne sont pas capables de gérer. Mais il faut voir les choix industriels et technologiques qu'ils ont faits, qui ont coûté des milliards et notre réponse n'est pas à la hauteur. Chaque année, ils reçoivent 200 milliards d'euros et versent les dividendes les plus élevés au Monde, ce qui fait que la recherche industrielle, l'industrialisation ou l'agriculture ne décollent pas. Ces gens-là ne savent pas gérer, mais que fait la CGT contre cela ? Ils sont en train de tout détruire et que faites-vous ?

Jean-Pierre ESCAFFRE

L'ambassade des Etats-Unis fait un travail énorme dans les banlieues. Les Etats-Unis sont clairement engagés dans une

stratégie d'influence de grande ampleur vis-à-vis des minorités installées en France, en particulier les musulmans. Leur ambassadeur lui-même le dit en ces termes : « notre objectif est de mobiliser la population française à tous les niveaux afin d'amplifier les efforts de la France pour réaliser ses propres idéaux égalitaires, ce qui par la suite fera progresser les intérêts nationaux américains ».

Autre élément : la pression sur la formation. Lorsque Charles Rivkin était ambassadeur des Etats-Unis en France, il eut en janvier 2010 cette phrase surprenante : « Nous poursuivrons et intensifierons notre travail avec les musées français et les enseignants pour réformer les programmes d'histoire enseignés dans les écoles françaises, de telle sorte qu'ils prennent en compte le rôle et le point de vue des minorités dans l'histoire de France ». Or six mois plus tard, le ministre de l'Education nationale supprimait certains personnages et événements des manuels d'histoire de l'enseignement secondaire au profit de références étrangères. Autres éléments de propagande : le déficit budgétaire, qui a été accéléré par N. Sarkozy afin d'organiser avec sa ministre des finances, Mme Lagarde, le pompage du budget de l'Etat particulièrement par les banques anglo-saxonnes. On pourrait aussi parler du déficit de

la Sécurité sociale, qui est complètement arbitraire, ou du déficit commercial, qui est créé par des groupes étrangers installés en France (*Les entreprises françaises sont à l'équilibre en termes d'échanges extérieurs mais ce sont les filiales étrangères qui créent les déficits*).

Autre idéologie : l'union fait la force. Certes, il arrive que l'union fasse la force mais avant d'en arriver là, il faut d'abord compter sur ses propres forces (ou « forces endogènes »). Mais on ne fait plus confiance aux forces endogènes et on s'allie aux forces étrangères pour casser l'industrie. Là encore, cette idéologie, malheureusement, passe. Dans ce contexte, faut-il augmenter ou réduire l'autonomie d'action des travailleurs ? Notre champ d'action stratégique augmente-t-il ou diminue-t-il ? Cela demande à la fois un travail culturel et la maîtrise des moyens matériels.

La « numérisation » conduit à la compression du temps, à une exigence d'instantanéité, avec ce défaut majeur que la stratégie tend à se confondre avec la tactique, occultant l'aspect stratégique qui se cache derrière. On parle davantage de prévisions à court terme mais très peu de prospective. Dans les programmes des universités, on fait plein de formations sur la façon de faire des projets mais pas sur la façon d'élaborer des scénarios alternatifs. Se battre pour la prospective pose donc le problème de

la démocratisation dans les organisations de travail. N'oublions pas la souveraineté numérique. La puissance numérique d'une Nation est fonction de sept éléments qui, comme par hasard, ont été attaqués par des fonds américains. Nous avons déjà parlé de M. Valls, qui a préféré Cisco à Thalès, ou de Mme Vallaud-Belkacem, qui a choisi Google, alors que nous avons en France des forces endogènes capables sans problème majeur de faire ce genre de choses. A partir de là, comment s'en sortir ? Nous en parlerons tout à l'heure.

Débat avec la salle

Laurent TROMBINI

Au sein de la fédération Métallurgie, nous portons cette réflexion depuis un an et demi. Nous essayons de faire en sorte que les militants se réapproprient cette analyse politique de la situation, d'où l'organisation de cette deuxième journée d'étude de l'automne, à destination en particulier de la direction fédérale, dans l'idée de susciter ensuite des discussions dans les

entreprises. Il s'agit d'un enjeu énorme pour la CGT qui risque de disparaître si elle n'est pas capable de porter ces enjeux. Raphaël FAVIER
Le succès du film *Merçi Patron !* partout en France montre qu'il y a une demande sur ce sujet.

Laurent TROMBINI

La CGT est l'un des derniers recours possibles dans cette société. Il ne faut donc pas qu'elle disparaisse, ce qui pourrait arriver très vite si nous ne prenons pas la mesure de ces enjeux. Il faut aussi essayer de comprendre en quoi le système capitaliste français est différent des autres.

Nadia SALHI

Faire intervenir des chercheurs nourrit notre réflexion interne et amène des réponses à nos questions. A la CGT, nous disons que nous sommes pour de nouveaux droits, de nouvelles garanties collectives, etc. Comment en avoir davantage ? En prenant le pouvoir dans les entreprises ! Ainsi, nous aurons tous les pouvoirs et pourrions répartir la valeur ajoutée comme nous l'entendons. Récemment, il y a eu plusieurs exemples de prise de pouvoir par le biais de Scop, comme Scop-Ti ou Ecopla. Je me demande donc si notre organisation ne devrait pas soutenir davantage les projets de ce type. Comment s'en sortir ? Comment remettre en cause l'ordre

établi ? Ne devrions-nous pas revendiquer le pouvoir dans les entreprises ? Comment faire en sorte que ces expériences se propagent et ne se résument pas à des épiphénomènes ?

Taïeb AYARI

La branche des services de l'automobile est le cinquième secteur d'activité économique français, avec un chiffre d'affaires de 140 milliards d'euros en 2015. Les métiers de la Branche relèvent d'une organisation et d'un fonctionnement différent de ceux de la filière industrielle. La filière aval (services de l'automobile et des garages, cycles et motocycles) reste encore méconnue alors qu'elle compte 125 000 entreprises représentant 493 000 emplois, dont 395 000 à statut salarié. Le périmètre de la Branche comporte un socle de 21 métiers incontournables sur la durée de vie du véhicule, de sa sortie de l'usine à son recyclage, en passant par l'après-vente et les services. Ce sont aussi des activités liées aux véhicules industriels, aux cycles et à la moto. Même si la passion automobile demeure en France, la « bagnole » est devenue un rapport de force qui évolue à l'image de notre société. La révolution du numérique est en marche et pénètre très rapidement le monde de l'automobile. Celui-ci vit actuellement un des plus grands bouleversements jamais connus. En effet, nous assistons à une

mutation majeure qui se produit à une vitesse incroyable : la révolution numérique. Véhicules et camions sans chauffeur, véhicules électriques et/ou à hydrogène, véhicules hybrides, piles à combustible, route intelligente, véhicules connectés, aide à la conduite, vélo à assistance électrique, etc. Tout va extrêmement vite. On assiste à une fabuleuse révolution du transport de personnes.

Aujourd'hui, avec les transports en commun, la voiture, le scooter, la moto et le vélo en libre-service, se rendre d'un point A à un point B en ville n'a jamais été aussi simple. Aujourd'hui, tout se loue, même la voiture, pour une heure, une journée ou un week-end. L'auto-partage, apparu avec Blablacar, ne cesse de se développer, aussi bien pour aller travailler que pour un trajet dans le cadre privé (vacances, courts séjours, etc.). Ainsi, de plus en plus de solutions permettent d'optimiser l'utilisation de son véhicule.

Le marché de l'automobile est entré dans une phase d'usage intensif et les véhicules devraient donc rouler de plus en plus. Pour cause, ce sont près de 700 000 véhicules qui sont proposés à la location sur les plates-formes numériques dédiées aux services entre particuliers, mais la mobilité partagée réduit le parc automobile et cela vient alimenter le choix de beaucoup d'habitants de la ville de remettre à





bientôt plus de secrets pour une génération bien imprégnée par le numérique. C'est pourquoi la formation professionnelle et l'apprentissage sont le moteur pour l'avenir de nos jeunes et de nos salariés. Depuis la création de l'automobile, les travailleurs des services de l'automobile n'ont eu de cesse d'évoluer avec elle.

David MEYER

Je rejoins les différentes remarques qui ont été faites précédemment. Sur certains sujets, nous jouons effectivement en défense, mais il faut aussi tenir compte du contexte actuel, marqué par une désindustrialisation qui a touché de plein fouet le secteur de la métallurgie. Dans leur exposé, Raphaël Favier et Jean-Pierre Lescaff ont souligné la notion de choix. Ce sont en effet bien des choix politiques qui ont amené la situation à laquelle nous sommes confrontés actuellement. Mais si certains choix permettent de désindustrialiser, cela veut dire qu'il est possible de recréer une dynamique en matière de recherche et que la France n'est pas qu'un pays de losers. Deuxième remarque, à propos de la propagande et de l'individualisation. La question est de savoir comment recréer de l'échange et de la réflexion collective et des réunions telles que celle d'aujourd'hui y concourent aussi.

Un autre sujet risque de surgir à l'occasion de la campagne présidentielle

plus tard l'apprentissage de la conduite et l'obtention du permis de conduire. A l'horizon 2021, ce sont près de 2,1 millions de nos concitoyens qui utiliseront l'auto-partage ce qui, de facto, entraînera une perte de ventes estimée à 800 000 véhicules neufs. Dormez tranquille, on s'occupe de tout, même de conduire à votre place. Internet marque dès à présent les pratiques et bouscule nos habitudes et modes de consommation. En effet, l'acte d'achat d'un véhicule neuf a été remplacé par la location. De nouveaux usages des véhicules se fondent sur l'utilisation plutôt que sur la propriété du véhicule. L'intelligence artificielle, avec la voiture autonome, marquera une véritable rupture pour le transport de demain.

Si ce scénario était encore futuriste il y a dix ans, il est déjà en expérimentation dans plusieurs villes du monde. Google cars (véhicules autonomes

sans conducteur) : projet à long terme ou science fiction ? Les conducteurs sont connectés depuis déjà quelques années. Désormais, les voitures le deviennent aussi. Certains véhicules connectés sont équipés de plus de soixante capteurs à bord, soit dix fois plus qu'un smartphone. A l'horizon 2025, 90 % des véhicules mis sur le marché seront connectés, ainsi que 65 % du parc roulant. Les big datas se situent en effet au cœur de toutes les convoitises car l'ensemble des acteurs du secteur automobile, constructeurs en tête, revendique leur captage du client dans la durée. Renforcer la relation avec le client, se faire connaître ; des SMS marketing (couramment appelés « push SMS ») permettent d'envoyer automatiquement des messages en masse et à moindre coût. Autrement dit, le SMS devient un outil de promotion qui permet d'informer les clients sur les nouveautés, d'alerter

sur la disponibilité de tel ou tel produit, d'envoyer les coordonnées du magasin ou garage le plus proche via la géolocalisation. C'est aussi le canal idéal pour confirmer un rendez-vous la veille pour le lendemain. Le digital est devenu une réalité incontournable en matière commerciale pour les véhicules neufs, les véhicules d'occasion, les crédits, l'assurance, la location, la pièce de rechange et l'après-vente, le e-commerce.

Avec la généralisation du tri systématique des déchets dans nos ateliers, ce sont de véritables filières de collecte et de récupération qui sont mises en place : huiles usagées, pneumatiques, etc. Plus connectés et mieux équipés, nos métiers n'ont jamais cessé de s'adapter et doivent continuer à investir dans la formation et l'apprentissage de toutes ces nouvelles technologies. L'électromobilité et les véhicules à hydrogène n'auront

: quand on parle de politique industrielle et de patriotisme économique, comment ne pas tomber dans le nationalisme ? Nous ne sommes en effet pas imperméables à certaines théories nationalistes. La question est donc de savoir comment défendre le développement industriel de nos territoires sans tomber dans le nationalisme.

Vous avez enfin parlé du lean management qui n'est que la continuité du taylorisme et de l'exploitation des salariés. Derrière l'usine du futur et la numérisation se cachent de nombreuses questions : les technologies sont-elles neutres ? Quelle est la place de l'Homme dans l'Industrie ? Comment répondre à ceux qui nous annoncent que tout va changer demain et que nous n'aurons plus besoin de salariés ? Quels leviers d'actions possédons-nous dans les entreprises ?

Raphaël FAVIER

Pourquoi cette particularité du capitalisme français ? La première chose à savoir, c'est que la France est l'un des premiers pays au Monde à avoir formé une Nation avec des Flamands, des Alsaciens, des Bretons, des Basques, etc. Ainsi, au début du 13^{ème} siècle, le roi Philippe Auguste divisa la France en bailleries et sénéchaussées, ce qui n'était pas le cas dans les autres pays. Cette diversité n'a cessé de croître au fil du temps et la France a toujours sorti des intellectuels qui sont restés fameux dans le

monde entier. Notre pays s'est ainsi doté d'un « humus » culturel très fort qui fait sa force créatrice. Par exemple, au milieu du XIX^{ème} siècle, alors que l'Allemagne brûlait 240 millions de tonnes de charbon pour son industrie, la France n'en brûlait que 40 millions. Puis Napoléon commanda des chemins de fer et de Wendel sortit 22 000 kilomètres de voie ferrée. Pendant la première guerre mondiale, Renault sortit des tanks alors que l'on n'en aurait jamais cru la France capable. Nous avons donc dans ce pays des savoirs très forts que nous sommes en train de perdre.

Aujourd'hui, si on veut une industrie de l'imagerie médicale, on la sort ; si on veut une grande industrie aéronautique, on la sort. Dans le secteur automobile, nous avons un parc de 35 millions de véhicules de loisirs et de plus d'un million de véhicules utilitaires, d'une moyenne d'âge de 7 à 8 ans. Le marché est donc colossal. Si nous y répondons, il y aura des choses colossales à faire. Mais il ne faut pas oublier que nous n'en sommes pas encore à la voiture sans chauffeur. Autre point : les voitures sont toujours sur pneumatiques et l'hydrogène reste dangereux, de même que le lithium qui entre dans la composition des batteries des voitures électriques. Il faut faire attention quand on parle de ce sujet car il existe tout un discours sur le numérique qui a été lancé pour créer une

animation intellectuelle dans le monde entier autour de ces questions et voir ce qui en sortira. Concernant les Scop, nous avons parlé de l'usine Ecopla que ses salariés ont émis le souhait de reprendre. Ils se sont formés, ont élaboré un business plan et malgré cela, on n'a pas voulu les laisser en prendre le contrôle. Pourtant, la majorité des Scop créées en France fonctionnent et nous avons des expériences positives.

Jean-Pierre ESCAFFRE

J'insiste sur l'aspect anthropologique de la France. Un Marseillais ne pense pas de la même manière qu'un Breton ou un Alsacien. La France est donc un pays très hétérogène et la seule solution pour « un vivre ensemble » est de rassembler autour des mots d'ordre communs :



solidarité, égalité, laïcité. Pour rendre effectifs ces principes et ceux qui en découlent, seul un Etat rassembleur peut les réaliser concrètement. Il n'y a pas dans le monde de Nation anthropologiquement variée sans un Etat fort. C'est la raison pour laquelle la disparition actuelle de l'Etat français sous l'effet de la loi NOTRe correspond à la disparition de la France (sous l'égide germanique).

L'autre grande caractéristique de la France, c'est que c'est l'un des pays qui manque le plus de sources d'énergie, ce qui fut une grande faiblesse tout au long de son histoire. La grande bourgeoisie française s'est ainsi retrouvée coincée entre les Britanniques et les Allemands : la France a toujours été le champ de bataille d'entre ces deux nations. Depuis le Brexit, le capital allemand et le capital britannique se retrouvent en contradiction très forte alors qu'en France, l'Etat ne tient plus que par la conscience professionnelle de ses fonctionnaires.

Il y eut des périodes où ce fut l'inverse, notamment après la deuxième guerre mondiale où les gens ont pris leurs affaires en mains en créant la Sécurité sociale, ou par la création de grandes entreprises nationales comme EDF ou la SNCF, et en développant le secteur industriel militaire, etc. Or durant ces périodes, la grande bourgeoisie française a été relativement marginalisée,

avant de reprendre la main sur l'Etat.

Raphaël FAVIER

Les instituts de recherche américains reçoivent des dons colossaux de riches particuliers alors qu'à mon avis, Bernard Arnault n'a jamais financé une thèse d'Etat. Les Etats-Unis croient en une recherche fondamentale forte, peut-être au nom de leur impérialisme mais cela ne fait rien. Ils ont la foi ! Il existe donc une différence entre le capitalisme étasunien et le capitalisme français qui s'est traduite dans leur système d'innovation, qui est financé au deux-tiers par l'Industrie. Et les Etats-Unis respectent les taux de 2 % du PIB pour la recherche industrielle et de 1 % pour la recherche fondamentale alors qu'en France, on veut réduire les fonds attribués à notre recherche fondamentale. En 1960, lorsque fut lancé le plan qui aboutit à la construction de 52 centrales nucléaires, le CNPF refusa d'y participer. Aujourd'hui, la situation du secteur industriel est tellement grave que les lois du marché et les aides fiscales ne suffisent plus. Aider massivement ne rapporte rien : il faut prendre le problème autrement. Or le Medef ne veut à nouveau pas participer à la réflexion sur l'industrie. Il va donc falloir que nous prenions les choses en mains et contrairement à ce qu'affirment certains, cela est jouable. Nous avons les cerveaux pour faire cela. Aucun pays ne s'en est sorti grâce à des forces



extérieures. En revanche, quand le peuple se met en marche ensemble, rien ne l'arrête.

Jean-Luc MALETRAS

Dans les années 90, l'IRES a réalisé une étude comparative sur le patrimoine en Europe qui a montré qu'en France, celui-ci était entre les mains d'une élite, alors qu'en Allemagne, on trouvait des patrons qui avaient commencé à travailler dans leur entreprise en tant qu'apprenti. Les interventions de Raphaël Favier et Jean-Pierre Escaffre sont très importantes car il faut que nous revenions sur les questions de stratégie. Sur le numérique, nous avons affaire à un enfumage alors qu'il nous faut voir clair. Il y a une évolution de l'informatique dans la révolution industrielle et cette nouvelle phase d'informatisation impacte nos filières de façon plus ou moins forte. Mais elle

nous donne aussi une occasion inouïe d'aller à la conquête des filières dans lesquelles nous ne sommes pas, comme la filière de l'imagerie médicale, qui est en pleine croissance et pour laquelle la demande est forte. Il y a des projets à soutenir. Pourquoi ne pas essayer de dégager des axes à gagner collectivement dans la métallurgie pour permettre le développement des filières industrielles, même si je sais que le fait de ne pas pouvoir développer des prototypes en France pose un vrai problème de développement.

Alain HEBERT

Cultiver l'idée que la situation actuelle résulte de choix faits par des hommes et des femmes qui défendent leurs intérêts me semble très important car ce que l'on entend aujourd'hui dans nos entreprises, c'est qu'« on ne peut pas faire autrement ». Nous avons donc besoin d'ancrer dans la tête de nos camarades qu'il y a des gens qui n'ont pas les mêmes intérêts que nous et qui agissent. Il faut par ailleurs bien mesurer que la bataille industrielle n'est pas finie et qu'il reste de beaux fleurons à détruire. A cet égard, ce qui se passe aujourd'hui dans le secteur aéronautique est symbolique. Nous sommes très bons dans l'analyse des causes ; en revanche, nous n'arrivons pas à dégager des perspectives alors que nous en avons besoin. Cela m'amène à une autre question : n'avons-nous

pas peur de poser des questions dérangeantes ? Quelle doit être par exemple la place et le rôle de l'Europe ? Que pensons-nous du « produire français » ? La socialisation des moyens de production – où leur nationalisation – est-elle une question « sale » ?

La question de l'identification de la classe ouvrière par rapport aux métiers me semble également centrale. On le voit aujourd'hui avec la bataille sur les conventions collectives, où ils ne veulent plus parler de métiers mais de fonctions et de postes. Or quand on ne s'identifie plus à une entreprise ou à un métier, on est dépossédé de sa force de travail. Je souhaiterais faire une dernière remarque sur la question du pouvoir, qui est une ligne de fracture au sein de la CGT. Certains camarades pensent encore que la gestion n'est pas notre affaire mais celle des patrons. La question de l'intervention dans la gestion est pourtant centrale dans notre activité et je pense que nous avons besoin de retravailler dessus.

Jean-Bernard ETCHEMENDY

L'Industrie du futur et la numérisation font partie d'une bataille d'idées. Nous sommes certes dans une période d'évolutions technologiques mais que faisons-nous pour les femmes et les hommes ? La France a joué un rôle précurseur dans certains secteurs industriels mais a peu à peu abandonné de

nombreuses activités. Elle a vendu sa haute technologie à des pays émergents qui sont aujourd'hui devenus dominants.

On peut également établir un parallèle entre l'Industrie et les services. Nous avons donc besoin de travailler sur des questions tels que le lien entre le service public et l'Industrie, qui sont garants l'un de l'autre.

Concernant la nécessité pour la CGT de se réveiller, je crois que nous avons beaucoup de choses à corriger. Le problème, c'est que nous faisons face à une véritable campagne orchestrée par le patronat, selon laquelle la numérisation de l'Industrie serait une troisième révolution industrielle, dans l'objectif d'en tirer le maximum de recherches. Aussi, il faut continuer à assener que les assistés sont aujourd'hui les patrons. Il faut aussi expliquer que la part socialisée des richesses créées n'est que de 35 % alors qu'elle était de 50 % voici quelques années. Il faut enfin que chaque individu ait la possibilité de travailler là où il vit. On doit être capable de fabriquer pratiquement tout ce dont on a besoin partout où l'on est.

Jacques BAUQUIER

Je partage les constats qui ont été faits et qui nous ont amenés à cette situation. Sur la désindustrialisation, on connaît les délocalisations qui se sont produites et les pertes d'emplois qui s'en sont suivies. Mais aujourd'hui, on constate

que la délocalisation ne concerne pas seulement la production mais aussi la recherche-développement. Ce qui contribue à résigner les salariés, c'est aussi cette idée que la compétitivité des entreprises dépendrait du coût du travail, à laquelle s'ajoute la mise en concurrence avec les pays low cost. Aujourd'hui, ce serait la fin du salariat avec l'arrivée de la numérisation. Pire : ce serait la mise en concurrence avec les robots.

On nous dit que nous vivons une révolution technologique alors qu'il ne s'agit à mon sens que d'une évolution. La question est de savoir qui s'empare de ces nouvelles technologies et pour quelle finalité. S'agit-il de répondre aux besoins ou de réaliser des profits ? Nous sommes évidemment dans une logique de reconquête industrielle : nous avons des savoir-faire, des compétences, des

hommes et des machines, etc.

Autre question : comment l'Etat devient-il stratège ? Nous l'avons vu chez Alstom avec la fermeture programmée de l'usine de Belfort. On voit bien que là où il y a des projets industriels, on est en capacité de maintenir une filière. Il y a aussi le rôle des banques, qui ne doivent pas servir uniquement la finance mais bien l'économie réelle. Il y a évidemment un processus de revendication dans les entreprises qui passe par le rapport de force.

Une autre chose qui serait intéressante serait la relocalisation des produits car 60 % des produits marchands sont fabriqués à l'étranger. Une deuxième est l'économie circulaire ; c'est une question que nous devons poser, avec ses enjeux environnementaux. Concernant les solutions, il n'y aura pas de développement économique sans progrès

social. La CGT a des propositions ; la question est de savoir comment les empoigner. Des assises industrielles seront organisées par la CGT en février. Comment cela nous ramènera-t-il à des projets industriels en région ? Enfin, Jean-Pierre a dit qu'il ne suffisait pas de porter des projets mais qu'il fallait élaborer des scénarios stratégiques et j'aimerais bien avoir des éclaircissements sur ce point.

Philippe VERBEKE

Le 22 février auront lieu des assises sur les enjeux industriels organisées par la CGT. Ce sera un rendez-vous extrêmement important car cela fait quelques mois que nous envisageons d'organiser une nouvelle initiative de ce type. Un mois plus tard, nous tenterons de mettre en place une mobilisation coordonnée au niveau des territoires sur les enjeux industriels.



Ces assises, de même que la mobilisation que nous tenterons d'organiser le mois suivant, ne seront pas « défensives ». Nous ne serons pas là pour constater l'effondrement de l'industrie mais pour avoir une réflexion un peu plus profonde. Il y a dans plusieurs régions des projets alternatifs développés par la CGT avec les salariés. Au niveau national, nous avons aussi des réflexions qui croisent les enjeux entre fédérations de l'Industrie, par exemple sur la consolidation des filières existantes, mais aussi pour envisager la création de nouvelles filières. L'enjeu est de réfléchir collectivement sur les nouveaux outils démocratiques d'intervention des salariés dans les entreprises. La question de la nationalisation a été abordée et nous avons porté cette solution pour le site de Florange. Cela pose la question de la nationalisation et de l'appropriation collective des moyens de production. Nous avons besoin de la creuser et de la concrétiser dans des propositions législatives car dans l'état actuel de notre système politique, nationaliser peut faire peur. C'est en fait la question de la maîtrise des choses qui a été abordée à plusieurs reprises ici et nous avons besoin d'y réfléchir car elle est centrale et pose aussi celles de la sécurité et de la qualité de vie pour les citoyens. Dans l'automobile, le ferroviaire ou l'aéronautique, on constate des choses qui

vont de travers. Comment associer les salariés mais aussi la population dans la maîtrise des choses ? Pour quelle finalité ? Comment avancer dans le bon sens et maîtriser les choses ?

**Hervé RADUREAU,
Alcatel-Lucent**

Je partage ce qui a été dit sur l'histoire de la France, avec quand même deux questionnements. Concernant tout d'abord le Cnet, il ne faut pas penser à cet organisme en termes de recherches fondamentales car il est plutôt porté sur le développement. Sauf que le Cnet s'est battu pour pousser l'ATM alors que les Américains ont poussé Ethernet, format qui l'a emporté.

J'ai eu la chance de participer à deux rencontres de la fondation Gabriel Péri qui invite chaque année des universitaires des instituts marxistes de Chine. Or, ces personnes affirment que dans leur pays, l'innovation ne peut venir que d'entreprises privées. Il faut donc se demander pourquoi ils se positionnent de telle façon.

Concernant le CIR chez Alcatel Lucent (environ 500 millions d'euros sur dix ans), il a servi à payer des gens comme moi à rester à la maison. Il a aussi servi aussi à licencier des centaines de personnes chaque année en France. Et nous fermons les yeux car du coup, les ingénieurs de recherche d'Alcatel Lucent en France sont moins chers que les Chinois et les Américains. Concernant la numérisation, elle ne

date pas d'aujourd'hui. Quand j'ai commencé à travailler il y a quarante ans, c'était les débuts de l'informatique dans les entreprises. Le premier sujet sur lequel j'ai travaillé était le codage numérique de la parole. Le numérique est présent à la fois dans l'informatique et dans les télécommunications et c'est ce « couple » qui fait qu'il y a aujourd'hui une nouvelle révolution numérique mais nous avons tendance à l'oublier. On entend beaucoup de racontars autour du numérique mais il y a quand même des réalités concrètes. Beaucoup de choses n'existaient pas voici quelques années et ont un impact non négligeable sur nos vies. Par contre, il y a des questions qu'on devrait se poser. Où les entreprises françaises, dont la plupart se plaignent de ne pas parvenir à obtenir des financements de la part des banques, vont-elles par exemple trouver les moyens de financer la numérisation de leurs établissements ? Et avec quelle énergie électrique ferons-nous fonctionner tout cela ?

Dernier point : comment pouvons-nous réagir ? Avant toute chose, il faut faire un état de la situation et voir où en est la numérisation dans chacun de nos établissements.

**Thomas BAUDOUIN,
DSC PSA**

La stratégie de la direction de PSA est de vendre du bien-être au travail, en s'inspirant des exemples de Michelin et de Toyota. Elle est passée à l'attaque avec

cette stratégie d'usine du futur. D'ailleurs, le concept d'usine du futur est inscrit dans l'accord compétitivité qui a été négocié en juillet dernier, ce qui se traduit par des groupes de travail dans lesquels la direction nous présente des choses magnifiques dans lesquels des robots font presque tout. Nous leur posons donc des questions sur l'utilisation des futurs gains de productivité.

A la CGT, nous essayons de « pénétrer » cette négociation, de voir comment porter nos revendications et amener les salariés à discuter de ce sujet mais la direction a bien compris qu'il ne fallait surtout pas que nous entrions là-dedans. Si nous n'exposons pas tout de suite nos idées, nous risquons donc de courir à la catastrophe. Nous devons aussi inscrire le débat sur l'industrie, et donc sur le numérique, au sein de la future campagne présidentielle. Nous obligerons ainsi les responsables politiques à en débattre et l'opinion publique s'intéressera automatiquement à la question.

Jean-Pierre ESCAFFRE

Comment s'y prendre ? Si nous avons la capacité de réunir les syndiqués de chacune de nos entreprises et de leur demander quelle devrait être selon eux leur mission, nous pourrions alors envisager les stratégies efficaces à mettre en place. Nos critiques sur les stratégies patronales seraient beaucoup plus claires et convaincantes.

A aussi été posée la question de la construction de scénarios. Personne ne peut savoir ce qui va se passer dans l'avenir. Il faut donc poser des jalons et essayer de voir les situations possibles. Les patrons, eux, le font en permanence.

Pour ce qui concerne les perspectives de nationalisation, nous proposons des solutions globalisantes qui ne concernent pas uniquement l'industrie. Pour cette dernière et pour l'ensemble des organisations productives, nous avons distingué étatisation, socialisation et nationalisation, et parlé de secteurs précis. On nous dit souvent que cela va coûter cher. Il faut donc savoir qu'il y a à peu près 2 000 milliards d'euros d'assurance-vie en France et que 10 % à 20 % de cette somme suffirait pour racheter tout ce qui a été vendu au capital étranger. En ce qui concerne la numérisation, il faut inverser la logique. Pourquoi y a-t-il numérisation ? A-t-elle vraiment lieu partout ? Elle ne se fait que là où cela est rentable. Il ne faut pas oublier que la numérisation a commencé par la Bourse. On a dépensé beaucoup d'argent d'abord pour mettre la Bourse en ligne. La logique est donc de numériser ce qui est rentable. Il ne faut pas non plus oublier la réaction des consommateurs. Rien ne dit que les consommateurs l'acceptent. La « numérisation » à outrance crée même des incivilités. Regardez par exemple à la SNCF, où les clients



sont souvent agressifs vis-à-vis des agents, faute d'informations humaines. Enfin, pour ce qui concerne la casse des centres de R&D, cela fait partie du démantèlement industriel de la France.

Raphaël FAVIER

Quand on a vendu Péchiney, dans les 48 heures qui ont suivi, une partie de son état-major intellectuel était parti au Canada. Quand on a vendu Alcatel, son centre de recherche est parti vers les Etats-Unis. La recherche de Sanofi, elle, est aujourd'hui à Boston. Même les cerveaux d'Airbus sont en train de partir vers les Etats-Unis, ce qui fait que le site de Toulouse n'est plus qu'une chaîne de montage qui n'en a plus que pour cinq à dix ans, d'où l'annonce de licenciements massifs. Une entreprise qui perd sa R&D devient volatile. C'est une règle constamment vérifiée. Deuxième point : à la fin de la guerre, Marcel Paul eut l'idée de créer une société nationale d'électricité. Grâce à des fonds dont certains disent

qu'ils provenaient du plan Marshall, il a racheté toutes les petites compagnies d'électricité françaises et a créé EDF, qui était gérée de façon démocratique. De la même manière, six sociétés ont été rassemblées pour créer la SNCF et Renault a été nationalisé. C'est vous dire comme les choses sont faciles quand on veut les faire.

Après la guerre, on a aussi regroupé toutes les sociétés d'aéronautique et créé la Snecma. Et quand on a voulu l'atome, on a créé le CEA, Framatome et la Cogema. La France a résolu son problème d'énergie en décidant de produire 80 % de son électricité grâce au nucléaire et en construisant cinquante-sept centrales. Voici quelques années, nous nous étions intéressés aux start-ups de biotechnologies. Il y en avait 400 dont 200 très intéressantes. Elles ont toutes été vendues depuis, principalement aux Etats-Unis et en Chine. Nous en étions arrivés à la conclusion que l'on pourrait, si on le voulait, monter un

nouveau Siemens, en utilisant par exemple le crédit impôt recherche (6 milliards d'euros par an) qui représente beaucoup plus que le budget de tous les centres de recherches français. Ce n'est pas une question d'argent mais de volonté politique. Nous ne sommes pas venus ici vous donner de leçon. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne pourra plus gérer les entreprises comme on les a gérées jusqu'à présent. Quand on parle de nationalisation ou de socialisation, il faut savoir ce que cela implique dans l'organisation productive des entreprises. Or, les ingénieurs sont écœurés de la façon dont ils sont traités par leur entreprise. Ils sont donc devenus mobilisables et beaucoup moins conservateurs qu'avant.

CONCLUSION



Stéphane FLEGEAU

Cette journée a montré tout l'intérêt de faire appel à des intervenants extérieurs. La question est maintenant de savoir comment diffuser les débats qui ont eu lieu aujourd'hui, dans la perspective des prochaines assises confédérales de l'Industrie. Notre fédération se bat depuis longtemps pour que cette question soit reprise par la Confédération. Le travail que nous sommes en train de réaliser doit donc servir à porter le débat et à amener des perspectives. L'un des points évoqués aujourd'hui me paraît important : le lien entre recherche et industrie. En organisant des assises confédérales de l'Industrie, on veut bien faire comprendre que l'Industrie concerne tout le monde et que sans elle, nous aurons forcément du mal à développer

le reste. L'Industrie concerne l'ensemble des organisations et par le biais de la recherche, on peut bien voir le lien qui existe entre elle et le secteur public. C'est un point important à faire partager au plus grand nombre. Concernant la numérisation, la question est d'amener un débat collectif dans les entreprises par rapport à la réalité du travail fait par les salariés. C'est en partant de là que l'on arrivera à démystifier toute la communication qui est faite autour de la numérisation. La technologie existe depuis longtemps et la numérisation en est une évolution mais on constate qu'il existe une vraie stratégie du patronat de s'en saisir pour taper sur ceux qui produisent. Encore une fois, cette

question concerne l'ensemble des citoyens et nous ramène une nouvelle fois vers l'Industrie. Deux autres points ont été amenés : quel pouvoir d'intervention pour les salariés dans les entreprises ? Qu'en est-il de la socialisation des biens de production ? Nous devons réapprendre à avoir des débats ouverts sur toutes ces questions pour créer une dynamique et lever l'ambiguïté sur le fait d'aller ou pas dans ce sens. Enfin, il ne faut pas oublier le lien avec la bataille que nous menons sur la convention collective. Si on parle de nouveaux droits pour les salariés, nous cherchons également à obtenir de nouvelles garanties collectives pour avoir une industrie de haut niveau. Or les meilleurs experts sur les questions

de travail sont les salariés et nos camarades qui sont en relation quotidienne avec eux. Il est donc important d'avoir des personnes qui viennent apporter leur savoir et leur vision sur différents sujets pour nous permettre de développer notre réflexion et d'aller vers des pistes de travail concrètes, pour ensuite aider au maximum nos camarades dans les entreprises. Je souhaite que nous continuions cette démarche jusqu'à notre prochain congrès pour construire ensemble des orientations, sans oublier **la mobilisation en faveur de l'industrie prévue pour le 21 mars** ni les différentes initiatives que porte la Confédération sur la convention collective nationale et la bataille industrielle.

